This item is the archived peer-reviewed author-version of:

Characteristics of dispersal in sexually mature dragonflies

Reference:

Michiels N.K., Dhondt André.- Characteristics of dispersal in sexually mature dragonflies
Ecological entomology - ISSN 0307-6946 - 16(1991), p. 449-459
Handle: <http://hdl.handle.net/10067/230151162165141>

INTERVENTION- CONFÉRENCE SUR L'EST DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

(IOB, 23 septembre 2015)

Mesdames et Messieurs, Bonsoir.

Je tiens à remercier les organisateurs qui m'ont associé à cette séance qui, comme ils le disent eux-mêmes, est plus politique qu'académique. Je remercie aussi le modérateur qui vient de m'accorder la parole.

J'appartiens au premier petit groupe d'intellectuels du territoire-mouroir de Masisi où des massacres politiques et ethniques massifs ont été perpétrés entre 1962 et 1965, où des spoliations foncières accompagnées d'atroces violences ont été systématiques durant les années 70 et 80 et où l'actuelle guerre de la RDC a été déclenchée en mars 1993. J'ai la chance ou la malchance d'avoir vécu tous ces drames.

Je suis l'un des premiers Kivutiens qui avaient compris à l'époque que cette guerre qui venait d'être déclenchée avait une dimension régionale et internationale. La majorité des kivutiens s'en sont rendus compte après novembre 1996 et la majorité des citoyens d'autres provinces après mai 1997. Pire, il y a jusqu'aujourd'hui des gens au Kivu pour qui l'aggression du pays n'a commencé que le 02 août 1998 (**"Pourquoi mourir au Kivu?"**, Canadian Journal of African Studies /

Revue Canadienne des Études Africaines Vol. 36, No. 1 (2002), pp. 35-78). J'y fais allusion pour deux principales raisons: d'abord montrer que la RDC connaît une seule guerre depuis mars 1993 car les acteurs majeurs (visibles et invisibles) sont les mêmes; ensuite, rappeler que nous comprenons et nous réagissons aux événements souvent en retard et que, finalement, l'esprit d'anticipation nous manque beaucoup.

Mon parcours scolaire et professionnel m'a permis de bien comprendre le rôle de la Belgique et des États-Unis dans l'histoire de la RDC ou, mieux, le poids de Washington et de Bruxelles dans les malheurs récurrents de la RDC. Pour paraphraser Michel Chossudovsky, en RDC, nous appartenons à cette humanité victime de la "longue guerre" que, dans leur folie de grandeur, les États-Unis ou les oligarques mondialistes mènent depuis 1991 (**The Globalization of War: America's "Long War" against Humanity**. Global Research, February 16, 2015).

Pour aller tout droit à l'essentiel, ma brève intervention a **un double objectif**:

(a) donner quelques grilles de lecture qui permettent de bien comprendre la situation actuelle de la RD Congo et d'élargir le débat car la crise de l'Est ne peut pas être dissociée de la situation générale du pays;

(b) mettre l'accent sur l'imbrication des dynamiques internes et des interférences extérieures dans la crise congolaise dont l'épicentre est la province du Nord-Kivu. J'ai bien expliqué cette affirmation dans une étude qui date de 2002 (**"Le Nord-Kivu au cœur de la crise congolaise"**, Filip Reyntjens et Stefaan Marsse s/d, l'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2001-2002, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 153-185).

D'emblée, je dois souligner que ce qui se passe dans le pays est l'application d'un vaste plan échaffaudé dans certaines officines occidentales. Le premier enjeu est de modifier les frontières; raison pour laquelle le Rwanda et l'Ouganda occupant les zones frontalières depuis octobre/novembre 1996 et l'ONU n'a jamais voulu placer ses troupes à la frontière entre la RDC et ces deux pays depuis leur arrivée en décembre 2000. Le deuxième est le contrôle des richesses de cette région que bien d'études ont analysé avec clarté et l'acquisition des espaces verts. Le troisième enjeu est le dépeuplement par plusieurs stratégies: massacres massifs et récurrents; soustraction des populations ciblées du secteur producteur avec comme conséquence:

- la concentration des réfugiés internes dans des camps des déplacés (plus de 3 million en ces jours) où ils dépendent de l'aide humanitaire qui, souvent, vient à compte gouttes et sont soumis au contrôle de leurs "bienfaiteurs";
- l'errance sans fin de ceux et celles qui n'ont pas trouvé de places dans les camps, les forêts étant leur dernier refuge;

- les expulsions et l'exil forcé hors du pays et de la région;
les viols perpétrés par les militaires et autres guerriers sidéens (P.W. Singer, "**Aids and international security** . Brookings Institution Foreign Policy Studies Program", in *Survival*, Vol. 44, No. 1, Spring 2002, pp. 145-15);
- la paupérisation comme mode d'hégémonie.
- la violence comme mode de gouvernement

Ce dépeuplement n' a rien de hasardeux ni de particulier; il s'inscrit dans le plan de la réduction drastique de la population mondiale ("**à moins de 500 millions**") mis en marche par les mondialistes (**Susan George**, The Lugano Report. On Preserving Capitalism in the 21st Century. Pluto Press, 1999; **Global 2.000**- Projet de Dépopulation. Le Nouvel Mondial 2007).

Le Professeur Ken Smail est clair là-dessus lorsqu'il affirme ceci: Si l'on regarde au-delà des inquiétudes à court terme qui ont empoisonné les débats sur la population au niveau politique, il apparaît de plus en plus clairement que la viabilité de la civilisation à long terme nécessitera non seulement une stabilisation du nombre d'êtres humains, comme on l'a estimé, sur les 50 prochaines années, mais également une réduction colossale à la fois de la population et de la consommation" ("Réduction de la population mondiale: faire face à l'inévitable", <http://www.terresacree.org/population.htm>). Si l'on évaluait le nombre des vies emportées par les régimes répressifs et les

guerres en cours dans l'Afrique des Grands Lacs (Sud-Soudan, Burundi, Ouganda, Rwanda, et RDC) depuis le début des années 80 jusqu'en 2015, on verrait qu'on est plus dans le monde des fictions. Des morts qui se comptent en des millions et des millions (de 12 à 15 millions tout au moins et dont plus de la moitié sont enregistrées en RDC) et qui n'émeuventt personne dans la sphère des puissants de ce monde! C'est tout un symbole.

Ce qui ne ressort pas directement de ce qui défile sous nos yeux et qu'il conviendrait d'avoir à l'esprit dans le débat qui va suivre est de deux ordres:

- La constitution de l'Etat congolais s'est faite de l'Ouest vers l'Est dans le cadre de l' application du projet colonial européen dans les territoires qui formaient ce qui fut appelé "Bassin Conventionnel du Congo" à la fin du 19ème siècle.

- Aujourd'hui, son existence est menacée à partir de l'Est dans le cadre de l'applicaton du projet néo-colonial américain appelé "Great Horn of Africa Initiative ou tout simplement la Grande Corne de l'Afrique) mis au point par l'Administration Bill Clinton en décembre 1994.

Pour démontrer toutes ces vérités évoquées ci-haut, je passerai par trois étapes.

► D’abord, je souleverai **quatre questions** auxquelles j’essayerai et répondre.

► Ensuite, j’exposerai les multiples pièges du processus de paix qui expliquent l’impasse militaro-politique actuelle, pièges dont j’avais esquissé les contours en 2008 dans une étude intitulée “ **Kivu, RD Congo : les institutions postélectorales face aux multiples pièges de la transition**” (Stefaan Marysse et Filip Reyntjens, s/d, L’Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2007-2008. Paris, L’Harmattan, 2008, pp. 197-219).

► Enfin, je terminerai mon intervention par quelques éléments de conclusion.

1. QUESTIONS

Question n°1. L’Est de la RDC: Quid au juste?

Est-ce une entité politico-administrative? Est-ce un espace géographique bien délimité? Est-ce un concept à connotation idéologique et politique comme le veulent ceux et celles qui sont impliqués dans le plan de la balkanisation du pays?

En tout cas, quand on parle de l'Est de la RDC, on ne sait pas exactement la réalité qu'il couvre. Certains ont tendance à le limiter aux deux provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu ou, tout au plus, à l'ancien Grand Kivu incluant la province du Maniema. D'autres poussent le culot très loin en prenant Bukavu pour le Sud-Kivu ou le Kivu. Ce qui, dans tous ces cas, est faux.

La réalité est que c'est toute la zone frontalière avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie ou avec la Grande Corne de l'Afrique) qui s'étend du nord Katanga au sud à la frontière RDC-Soudan du Sud au nord qui est ciblée dans l'occupation rwando-ougandaise. Ce qu'on ne sait pas encore aujourd'hui, c'est sa limite ouest. Pour l'instant, cette zone est militairement contrôlée par le RCD-Goma (Nicaisse Kibeli Bel, **“Kinshasa a donné la province du Nord-Kivu à l'armée pro-Rwanda du RCD-Goma”**, in Les Coulisses, Edition Spéciale fin d'année 2008; Muhigirwa, C. et al., **Déclaration des députés nationaux du Sud-Kivu face à la détérioration de la situation sécuritaire à l'est de la RDC**”, Kinshasa, janvier 2009), les armées rwandaise et ougandaise, la MONUC/MONUSDCO depuis la transition en juin/août 2003; et c'est dans cette même zone que l'on constate la prolifération des organisations internationales.

Question n°2. D'où venons-nous?

On peut aller plus loin que l'on veut dans l'histoire du pays; mais, j'ai choisi l'année 1990 qui est l'année d'espoir et d'illusion à la fois: avènement d'un multipartisme intégral avec pour finalité la restauration d'un régime démocratique détruit en septembre 1960 par les forces extérieures au pays.

A l'époque en 1990-1991, on avait comme acteurs visibles le MPR et ses partis rivaux, l'armée nationale (FAZ), les groupes armés ougandais (NALU, ADF), et la Troïka (Belgique, France, Etats-Unis)) qui prétendait accompagner le peuple congolais dans la reconquête de la démocratie. Paradoxalement, la NRA et le FPR menaient leur guerre régionale à partir du Kivu avec la bénédiction, voire l'appui des Etats-Unis et de la Belgique. Sans cet appui, le coup d'état perpétré par la NRA et le FPR contre le peuple congolais en mai 1997 n'aurait pas pu réussir.

Question n°3. Où sommes-nous aujourd'hui?

Entre 1990 et 2015, beaucoup de changements ont eu lieu (voir le schéma, **“L'est de la RDC: la face visible de l'iceberg congolais”**). A la conquête du pouvoir par les urnes (**“schéma de la CNS”**) s'est substituée la prise du pouvoir par les armes et comme dit plus haut avec le soutien des Etats-Unis et de la Belgique qui, cyniquement, miroiter aujourd'hui encore au peuple congolais un discours aussi

alléchant que trompeur, celui d'appui à la démocratie alors qu'ils l'ont trahi entre 1990 et 1997.

Durant la transition (30 juin 2003-09 décembre 2006), toute l'administration (de l'administration centrale à Kinshasa aux administrations locales au sein des 10 autres provinces) était contrôlée par Joseph Kabila (président) et Azarias Ruberwa (vice-président, deux agents du FPR dans la fameuse formule "1+ 4". Cette situation s'est même renforcée dans l'ordre post-transition (2006-2015) pour deux raisons majeures:

(a), la neutralisation de Jean-Pierre Bemba, président du MLC, après les élections de 2006 et celle d'Antipas Mbusa Nyamwisi, président du RCD/KML après les élections de 2011, laissant ainsi le champ libre au PPRD et à sa sœur aînée, le RCD-Goma;

(b) le rejet croissant de son régime par les Congolais contraint Joseph Kabila et ses parrains à intensifier l'infiltration des militaires rwandais dans tout le pays. Ce qu'il faut savoir est que l'hégémonie tutsie dont on parle beaucoup ces derniers temps, surtout au sein de l'Apareco (Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo) est l'aboutissement d'un processus qui a débuté en 1960 et qui s'est intensifié durant le régime à parti unique de Mobutu, le MPR, processus que mon dernier livre, **Maneuvering for Ethnic Hegemony. A Thorny Issue tne the North Kivu Peace Process,/DR Congo** (November 2014) a mis en lumière. Je crois savoir que c'est la première étude du genre en ces jours.

C'est dire que, aujourd'hui en 2015, la démocratie espérée est devenue un leurre. Le pays est dirigé par les "seigneurs de guerre", en fait des criminels dont la démocratie est le moindre des soucis. Pire, le pays est soumis à un régime dans lequel le PPRD et le RCD sont les acteurs majeurs, les autres partis de la MP/Mouvance Présidentielle des acteurs subalternes, mineurs, et dans lequel les étrangers font la loi car les "James Kabarebe" sont nombreux dans les institutions de la République..

Question n°4: Où allons nous?

C'est une question sans réponse précise car, pour l'instant, la situation est potentiellement explosive: on a trois forces en présence (pouvoir, opposition, résistants) et personne ne peut prédire laquelle l'emportera. Même le camp présidentiel commence à se fissurer. Récemment certains ténors de la Mouvance Présidentielle (G7) qualifiés désormais de "frondeurs" demandent avec insistance à cette dernière de préparer l'alternance politique de 2016. Leur exclusion du gouvernement ne fait qu'accroître le malaise et renforcer l'incertitude quant aux perspectives de la paix, fut-elle celle de l'Est de la RDC.

En d'autres mots, où ce bras de fer va-t-il mener étant donné que:

► Joseph Kabila tient à s'accrocher au pouvoir en intensifiant la "tutsisation" de l'armée, de la police, de la territoriale, et du service

de sécurité à travers tout le pays (voir “**Honoré Ngbanda dresse le sombre tableau de l’occupation et détaille les ramifications du Tutsi power au Congo**, Radio Bendele”, 17 septembre 2015);

► certains acteurs politiques congolais veulent aller aux élections en 2016 sans Joseph Kabila;

► d’autres font du démantèlement du “système Joseph Kabila” ou du système d’occupation que Joseph Kabila représente un préalable à l’organisation des élections?

Même les partenaires de la RDC qui veulent honnêtement le retour de la paix sont, dans ces conditions, désarmés. C’est pourquoi, je pense que la situation est potentiellement explosive à cette heure où nous parlons. D’autant plus que la pléthore des acteurs qui ont des intérêts divergents et s’entrecroisent sur l’échiquier congolais n’arrange pas les choses non plus:

♦ armée nationale, un conglomérat d’anciens rebelles dénommé FARDC que des humoristes appellent carrément Forces Armées rwandaises Déployées en RDC) et dont la loyauté vis-à-vis de l’Etat congolais en questions;

♦ armée rwandaise;

♦ armée ougandaise;

♦ armée burundaise;

♦ groupes armés congolais;

♦ groupes armés étrangers (rwandais, ougandais, burundais...);

♦ pasteurs peuls dits Mbororo;

- ◆ Monusco;
- ◆ Africom;
- ◆ islamistes/ djihadistes;
- ◆ une multitude des multinationales qui, si elles n'utilisent pas les mercenaires, financent et arment certains chefs rebelles, ceux-là qui jouissent justement d'une impunité absolue;
- ◆ une meute des organisations dites humanitaires qui sont, pour la plupart, les bras avancés des armées ou des gouvernements de leurs pays d'origine.: ex. Save the Children, Care International, Group Enough, Stand, Genocide Intervention Network, ICG/International Crisis Group, Center for American Progress, IRC/International Rescue Committee, Usaid, Enough, ECI/East Congo Initiative, Life and Peace Institute, Search For Common Ground DRC, Alert International, Raise Hope for Congo, Gorilla Conservation Fund, CARPE/Central African Regional Program for the Environment, Clinton Foundation for Peace.
- ◆ une poussée des “think tank” dont le but inavoué est de disséminer les idées de la mondialisation en militant pour les projets régionaux au détriment des initiatives locales.

C'est un véritable cocktail Molotov dont la compréhension et la solution ne peuvent nullement être limitées à la partie est du pays ou au succès hypothétique des programmes DDRR (concerne les groupes armés congolais) et DDRRR (concerne les groupes armés étrangers) , je dis hypothétique car le mensonge et le cynisme sont

dominants dans leur gestion. On se rappellera que ce dossier hautement politique avait été confié à Azarias Rubewra durant la transition en sachant qu'il n'allait rien faire contre ses hommes qui ont boudé l'entrée dans les institutions de la transition et qui ont créé le CNDP à la mi-juillet 2006, soit deux semaines avant le premier tour des élections. Le Rwanda et l'Ouganda refusent de résoudre la question de leurs citoyens qui sont en RDC, mais ils veulent accueillir (où ils accueillent déjà) les réfugiés africains expulsés d'Israël. Quelle motivation derrière ce "deal"? La RDC en point de mire certainement!

J'estime personnellement que le processus de paix impulsé depuis Lusaka/Zambie (10 juillet 1999) est mal parti et que toutes les initiatives prises dans ce cadre portent en elles-mêmes les causes des échecs récurrents. Car chaque erreur constitue une grande épine dans l'ensemble du processus de paix.

2. PIÈGES DU PROCESSUS DE PAIX

Première erreur: Dissocier la crise dite de l'est de la crise de la RDC

Parler de la paix à l'est de la RDC ou d'un "plan Marshal pour le Kivu" pose un sérieux problème car la question de la paix concerne tout le pays. C'est une approche qui devrait être abandonnée absolument.

Deuxième erreur: Abandon d'un accord de paix global/national (militaire de Lusaka, 10 juillet 1999, accord politique/AGI de Prétoria, AGI, 17 décembre 2002) au profit des accords de paix séparés pour l'Ituri et le Kivu **au profit des groupes armés pro-Rwanda et pro-Ouganda:**

- ♦ Campagne de paix de l'Ituri (2000).
- ♦ Conférence de paix sur la province du Sud-Kivu et la province du Nord-Kivu:: accord gouvernement-CNDP, Kigali, 18 janvier 2007; accord RDC-Rwanda sur les FDLR, Nairobi, 09 novembre 2007, acte d'engagement de Goma, 23 janvier 2008, le PA/Programme Amani et le STAREC qui ont suivi; Goma, accord du 23 mars 2009; accord – cadre entre les Etats, Addis-Abeba, 24 février 2012; déclarations de Nairobi du 12 décembre 2013).

Il y a visiblement un traitement de faveur envers ces groupes armés dont les leaders sont toujours amnistiés et intégrés dans les institutions nationales à l'issue des négociations avec Kinshasa. Ce n'est pas, par exemple, le cas de ceux de l'Ituri dont les chefs sont, après la campagne de pacification de 2000, incarcérés à la CPI et sont concernés par le programme DDR. Pourquoi les chefs des groupes armés pro-Rwanda et pro-Ouganda ne sont-ils pas inquiétés par la CPI et ne sont-ils pas concernés par le programme DDR? **C'est là le secret du jeu en cours. Ce favoritisme est le thermomètre du manque de neutralité de la part de la communauté internationale.** En fait, à moins d'être ignorant ou naïf pour ne pas comprendre le

dessous des cartes, on est en train de revivre les mauvaises expériences du passé (ONUC, septembre 1960-décembre 1963; M+INUAR, décembre 1993-juillet 1994). La MONUC/MONUSCO qui obéit aux diktats de Washington, parrain des régimes de Yoweri Kaguta Museveni, de Paul Kagame et de Joseph Kabila, ne fait pas exception par rapport à l'action onusienne précédente dans la région.

Troisième erreur: Accorder un quelconque crédit au régime de Joseph Kabila alors qu'il fait partie du problème

Ne pas reconnaître que le gouvernement FPR et celui du PPRD/RCD jouent le même jeu en RDC, c'est omettre une équation capitale dans la compréhension de la situation actuelle à l'est du pays. L'assassinat du colonel Mamadou Ndala et du général Bahuma après leur victoire sur le M23 et les multiples obstacles mis dans l'exécution du programme de la réforme de l'armée sont deux exemples parmi beaucoup d'autres.

En effet, le succès des FARDC sur le M23 (fin 2013) a été ressenti comme un coup dur. C'est dans ces circonstances que les artisans de ce succès, le général Bahumba, commandant la 8ème Région militaire du Nord-Kivu et le colonel Mamadou Ndala commandant des opérations FARDC au Nord-Kivu ont été liquidés (janvier 2014 et août 2014 respectivement). Depuis lors, Kinshasa garde un mutisme comme si leur disparition arrangeait Kigali, Kampala et Kinshasa.

Depuis leur assassinat, les ADF-NALU sont montés en force de même que le discours sur la lutte contre le terrorisme dans la région de Beni où se concentrent les massacres, les mutilations en série au cours de l'année 2015. Les rebelles du M23 qui s'étaient repliés en Ouganda et au Rwanda reviennent en RDC comme éléments des bataillons ougandais et rwandais qui y sont redéployés ces derniers temps et ce, dans le silence complet de Joseph Kabila et des autorités de la MONUSCO.

Quatrième erreur: Croire en la neutralité de la communauté internationale

Les “accords de paix” conclus avec la médiation de la nébuleuse communauté internationale ont fait de la RDC l'otage des acteurs (visibles et invisibles) qui ont intérêt à ce que la paix et la stabilité ne reviennent pas vite. Cette tutelle fut trop manifeste avec William Lacy Swing, président de la MONUC et du CIAT (mai 2001-décembre 2007) et plus subtile avec ses successeurs à la tête de la MONUC/MONUSCO. En d'autres mots, la communauté internationale (ONU, UA, CIRGL, SADC) qui a pris le contrôle du processus de paix depuis Lusaka jusqu'aujourd'hui ne fait que brouiller les cartes. Le comportement des casques bleus sur le terrain en est l'illustration: ces légionnaires qui sont grassement payés ne le cachent pas: “No Nkunda , no job”. Au trafic des minerais (or, diamant, coltan) et autres métaux précieux, se mêlent le trafic des stupéfiants, les violations sexuelles (“rape”).

Cinquième erreur. Lier le processus de la paix en RDC à la sécurité du Rwanda et de l'Ouganda.

La communauté internationale en fait une exigence, mais refuse de sécuriser la RDC en faisant pression sur ces deux pays pour qu'ils trouvent une solution rapide à la présence de leurs citoyens. Par exemple, cantonner les FDLR qui se sont rendus à l'intérieur de la RDC au lieu de les ramener chez au Rwanda est un problème très grave. En agissant de la sorte, la communauté internationale accrédite la thèse de Kigali selon laquelle tous les réfugiés hutu sont rentrés au bercaïl et il ne reste que des combattants génocidaires qui ne peuvent pas s'asseoir sur la table de négociation avec le régime de Paul Kagame, le chouchou de Washington, et de Bruxelles. L'accord sur les réfugiés signé le 10 février 2010 est lui-même ambigu. Il ne garantit pas aux réfugiés rwandais les mêmes protections au Rwanda que celles garanties aux Tutsi dits congolais du retour en RDC". L'un des grands acteurs de la scène politique en RDC, le père Rigobert Minani, l'a bien résumé. Pour lui, le Rwanda réduit le problème de ses réfugiés en RDC à la question des FDLR-Interahamwe. De plus, le Rwanda applique aujourd'hui à leur encontre « une politique du tout répressif » dans la mesure où, poursuit le père Rigobert Minani, il privilégie dans les faits « la destruction militaire de ceux des réfugiés rwandais qui ne se soumettront pas au choix entre le retour au Rwanda sans garantie de sécurité, ou la relocalisation en RDC au risque de perdre leur identité». Le petit texte de **Frodouard Murego**, "Des

réfugiés tutsi congolais au Rwanda et des réfugiés hutu rwandais au Congo: UNHCR – deux poids deux mesures” publié par le journal Iwacu du 25 novembre 2014, est, à cet égard, assez éclairant.

De plus, l’Ouganda et le Rwanda ont été autorisés par les accords de paix de Lusaka à suivre leur application, voire à orienter le processus de paix dans la direction qui les arrange. Ils savent à tout moment la position de la RDC et de la communauté internationale et ne ménagent aucun effort pour tirer la couverture de leurs côtés. Le choix de Museveni comme médiateur entre le gouvernement et le M23 n’était pas le fruit du hasard.

Sixième erreur. Accorder un traitement discriminatoire à des acteurs locaux.

En sélectionnant des partenaires locaux, congolais en l’occurrence , sur base ethnique et idéologique dans les négociations et autres forums locaux, nationaux et internationaux, la communauté internationale oriente d’avance l’issue des discussions. Autrement dit, on refuse de confronter les idées en vue de faire éclore la vérité sur ce qui s’est passé.

J’en sais quelque chose pour avoir été membre actif du groupe Jérémie et de la Société civile du Sud-Kvu à Bukavu entre 1992 et 1997. Je n’ai pas manqué d’évoquer ce problème dans mon premier article publié dans l’Annuaire des Grands Lacs en 1998 (“**La société**

civile du Kivu: une dynamique en panne”?). En rejetant ceux qui ont un discours différent, discordant, en préférant certains individus, certaines communautés au détriment d’autres ou en ethnicisant fortement les forums de concertation (ex. Comités de paix au Sud-Kivu et au Nord-Kivu entre septembre et novembre 1997, Comités de pilotage et d’organisation de la conférence de paix de Goma entre le 6 et le 23 janvier 2008, etc.), la communauté internationale se prive d’idées fécondes et appauvrit ainsi le diagnostic de la crise.

La discrimination et l’ethnicisation de l’aide constituent un autre problème majeur.. Certaines ONGDs grassement financées sur cette double base ont joué un rôle très actif depuis le début de la guerre. Faire des responsables de ces ONGDs des partenaires crédibles, c’est une mauvaise stratégie. Car continuer à mettre en avant des solutions aussi communautarisées, c’est tuer les chances de la paix.

3. QUELQUES ÉLÉMENTS DE COCLUSION

Face à la situation que je viens de décrire, un ami à qui j’ai soumis le draft initial m’a dit: L’analyse est bonne. Mais, ce qui intéresse plus le public, ce sont les réponses aux questions suivantes.

- ◆ Que faire ?
- ◆ Comment le faire ?
- ◆ Avec qui le faire ?
- ◆ Par où commencer

Je n'ai aucune solution magique à proposer. D'ailleurs, je ne pense pas qu'il y a quelqu'un, quelqu'une dans la salle ou à l'extérieur qui l'a. ce que je peux faire c'est tout simplement identifier les pistes de solution à explorer :

- placer les troupes congolaises et onusiennes à la frontière entre la RDC et le Rwanda d'une part, entre la RDC et l'Ouganda car la fameuse Tripartite Plus Un a lamentablement échoué. Je crois qu'avec une bonne volonté, cette solution est faisable.

- éradiquer ces groupes armés en traitant correctement les causes profondes de leurs émergences et de leurs développements: agir en amont et non pas en aval, donc ne pas se tromper de cibles. Dans ce cadre, il faudrait aussi exclure l'idée selon laquelle certains groupes armés sont moins cruels que d'autres, donc plus fréquentables que les autres comme on le voit aujourd'hui dans le traitement de différents criminels qui écument le territoire national. Bref, il faut -soigner les causes de la crise et non ses conséquences, les phénomènes et non les épiphénomènes;

- remplacer absolument le régime PPRD/RCD-Goma qui est l'appendice du régime FPR. Si la nébuleuse communauté internationale ou les Etats-Unis- Occident veulent accompagner le

peuple congolais dans cette voie, c'est possible et il y a lieu d'y arriver sans violence. -mettre fin à l'exceptionnalisme dont jouissent les grands criminels qui écument le territoire national en créant un tribunal spécial sur la RDC qui siégerait à l'intérieur du pays et traiterait tous les crimes commis par les nationaux et les étrangers (tireurs des ficelles, exécutants et complices de tout bord) depuis mars 1993. Dans ces conditions, aucune communauté ne devrait bénéficier des faveurs comme c'est le cas aujourd'hui. Vouloir se protéger en massacrant les autres, c'est travailler contre la réconciliation, contre la paix. Nous connaissons des gens qui ont perpétré ou ont été complices des massacres massifs et qui, aujourd'hui, sont aux commandes dans l'armée, la police, dans la territoriale, les services de sécurité, de l'immigration sans parler des finances et des organisations dites des droits de l'homme.. Comment peut-on parler de la paix quand ces gens ne sont pas encore mis hors d'état de nuire ?

- bannir la violence comme méthode de gouvernement et interdire les criminels d'exercer les droits politiques et civils pendant un mandat (5 ans) comme on voulait le faire au Burkina Faso; ce qui disqualifie automatiquement la plupart des dirigeants actuels.

- restreindre les activités de toutes les organisations internationales qui viennent sur le terrain avec plusieurs casquettes dont l'humanitaire-militaire. Ne dit-on pas que certains gouvernements occidentaux, celui des Etats-Unis en tête, militarisent l'humanitaire ?

- démilitariser les esprits et permettre aux citoyens d'exposer et de débattre librement leurs problèmes car le discours unique actuel

étouffe, tue même. Le nombre des journalistes, des activistes des droits de l'homme et des prêtres tués par la soldatesque du couple PPRD/RCD-Goma ne fait que grimper au jour le jour. Or, cette spirale doit absolument cesser si l'on veut envisager l'avenir avec optimisme.

Naïf, réveur, me direz-vous. C'est bien. Mais, je crois qu'il n'est pas impossible de transformer un rêve en réalité, surtout si l'on rêve collectivement.

Je vous remercie.